



Lettre d'information des personnels Assistant·es Sociaux·ales et Laboratoire

La CGT, le syndicat de tous les personnels
de l'Éducation nationale

Ensemble refusons ce projet de société

Monsieur Macron, le président des riches, favorise sa classe sociale et stigmatise les plus vulnérables ! Si les aides sociales coûtent « *un pognon de dingue sans réduire la pauvreté* », que dire des choix néo-libéraux de ce gouvernement concernant les réductions fiscales accordées aux plus riches, exonérations des charges patronales et autres faveurs ? Pour la CGT Éduc'action, ces propos sont indignes de la fonction de "*président de tou·tes les Français·es* » !

Quel mépris affiché pour ceux et celles d'entre nous qui ont besoin de la solidarité nationale ! Les pauvres coûtent cher, mais ils et elles sont tributaires des politiques publiques et c'est le néo-libéralisme qui engendre la pauvreté, creuse les inégalités et marginalise les moins qualifié·es d'entre nous. La précarité va exploser à cause des réformes visant la casse du droit du travail, des garanties collectives et de la protection sociale.-

Assez de vilipender les pauvres, les accuser d'être responsables de la situation dans laquelle elles et ils sont englué·es alors que c'est ce gouvernement qui participe activement à leur marginalisation à travers des choix politiques, économiques ou budgétaires effectués au nom de ce même peuple tant décrié, accusé d'être « *assisté* » ! Neuf millions de personnes, tout de même, qui n'ont pas suffisamment pour subvenir à leurs besoins ! Or, c'est l'État qui devrait s'employer à garantir la mise en œuvre effective des droits sociaux constitutionnels : droit au travail -et à un travail de qualité- permettant à chacun·e de vivre dignement, droit à la santé, droit au logement, à la culture et à l'éducation...

Les pouvoirs publics portent un discours lénifiant, « *novlangue* » vantant l'*empowerment* et l'inclusion sociale alors même que toutes les mesures actuelles sont un coup porté à l'égalité et la solidarité nationale, à la fameuse « *fraternité* » : baisse des APL, fin des contrats aidés, refus d'accueil ou de protection des réfugié·es et des mineur·es isolé·es étranger·ères, suppression des pensions de réversion, réduction de la part des logements neufs accessibles aux Français·es en situation de handicap... Une liste à la Prévert longue comme un jour sans pain et sans perspective d'avenir.

Le plan gouvernemental en faveur du travail social de 2015 n'est pourtant pas la panacée ; il vantait les mérites d'un premier accueil inconditionnel, mais il suffit d'ouvrir les yeux, de ne pas les baisser pudiquement face aux pauvres qui profiteraient de la générosité de la collectivité, aux sans-abris, aux réfugié·es, aux mineur·es isolé·es étranger·ères qui, pour certain·es, n'ont pas d'autre alternative que de voler de quoi survivre !

Pour la CGT Éduc'action, aucune place au doute : la stratégie présidentielle d'accusation des groupes sociaux, contribue davantage à renforcer le repli sur soi et la haine de l'autre. Elle nourrit l'hostilité de la chose publique et les discours populistes, leviers de l'extrémisme qui bouffit l'Europe. Les lois ou transpositions des directives européennes liberticides -l'intégration de l'état d'urgence dans le droit commun, Asile et immigration, secret des affaires...- achèvent le tableau. Les objectifs du contrôle des populations et de censure du discours citoyen viennent porter le coup de grâce au nom du renforcement de la sécurité intérieure, de la lutte contre le radicalisme et du diktat implicite de lobbies économiques et financiers.

Une conception de la société que la CGT combat et combattra ...

Magali GIORGETTI